

inaperçue, les communistes roumains, à leur tour, prenant des mesures censés faciliter de nouvelles opportunités dans les relations roumano-yougoslaves.

La Révolution de 1956 en Hongrie et la manière dont elle a été perçue par les Soviétiques et les Yougoslaves fait l'objet du deuxième chapitre. Les auteurs dévoilent les vues différentes que les deux pays avaient de cet événement, ce qui n'a pas tardé à conduire à une recrudescence des tensions idéologiques entre les deux États. Face à cette détérioration des rapports soviéto-yougoslaves, les leaders roumains ont adopté la stratégie du mimétisme, suivant de près l'évolution des relations entre le Parti communiste de l'Union soviétique et l'Union des Communistes de Yougoslavie.

Le troisième chapitre, qui est le plus long, met en discussion une série de questions liées aux débuts de la dissidence faite par la République Populaire Roumaine à l'intérieur du bloc communiste. Cette dissidence est analysée dans le contexte des relations roumano-soviéto-yougoslaves, respectivement roumano-soviétiques, mais aussi dans les circonstances du désaccord idéologique survenu entre les Soviétiques et les Chinois. En ce qui concerne les relations politiques et diplomatiques roumano-soviétiques, les auteurs se sont arrêtés à la période 1960-1964, évoquant des sujets tels que les différends à l'intérieur du Pacte de Varsovie ou ceux liés au « plan Valev », ainsi que l'évolution des relations roumano-yougoslaves et l'importance politico-économique de la construction de la centrale hydroélectrique de Porțile de Fier.

Ce premier volume s'achève par des conclusions, la liste de la bibliographie et les abréviations.

Le second volume est exclusivement dédié à la présentation des 75 documents d'archives, qui ont d'ailleurs constitué une

bonne source d'inspiration pour l'analyse entreprise dans le premier volume.

En guise de conclusions, *Le Triangle de la suspicion* est un ouvrage bienvenu dans l'historiographie roumaine axée sur la politique extérieure et les relations politico-diplomatiques et idéologiques à l'intérieur du bloc communiste. Nous saluons l'initiative des auteurs d'approcher un sujet aussi intéressant – surtout pour les étudiants en histoire, relations internationales ou études de sécurité – et félicitons la maison d'édition pour la qualité graphique de ce livre.

□

MARCELA SĂLĂGEAN
LIANA LĂPĂDATU

MIHAI CROITOR et SANDA BORȘA
Moscova 1963. Eșecul negocierilor sovieto-chineze

(Moscou 1963. L'échec des négociations soviéto-chinoises)

Cluj-Napoca, Eikon-Mega, 2014

LE DÉBUT de la 7^e décennie du XX^e siècle a été marqué de divergences idéologiques entre le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et le Parti communiste chinois (PCC), que les deux pays impliqués ont cherché à plusieurs reprises à surmonter. La rencontre qui a eu lieu en juillet 1963 à Moscou entre les délégués des partis communistes des deux États est évoquée par les auteurs du présent volume sur la base des documents découverts dans les Archives nationales centrales, fonds du Comité central du Parti communiste roumain, section des Relations internationales. Ils dévoilent aussi bien le ton souvent élevé de ces discussions que les espoirs des Soviétiques de réussir à apaiser

la plupart des tensions idéologiques soviéto-chinoises. Malheureusement, et le matériel archivistique le démontre nettement, les négociations de juillet 1963 ont été un véritable échec.

La présentation de ce matériel est précédée d'une brève étude introductive et de quelques précisions et analyses de ce que les auteurs ont appelé « Les préliminaires des négociations soviéto-chinoises de juillet 1963 ».

Les pourparlers entre les deux délégations, qui ont duré du 6 au 20 juillet 1963, sont contenus en neuf documents, qui reproduisent les exposés et les réponses alternatives des représentants soviétiques et chinois.

Selon le premier document publié, les discussions ont commencé par le discours du représentant soviétique, Mikhaïl A. Souslov, membre du Secrétariat du Comité central du PCUS, qui, entre autres, a tenu à souligner que cette rencontre avait pour but d'examiner les positions des deux parties à la lumière des résolutions des Assemblées des partis communistes de 1957 et 1960 et d'aboutir à un accord entre le PCUS et le PCC. Deux jours plus tard, le 8 juillet, ce fut le tour de la délégation chinoise de faire connaître son point de vue. Ainsi, d'après le deuxième document du volume, Deng Xiaoping, le secrétaire général du CC du PCC, après avoir fait mention des bonnes intentions de la délégation chinoise, a mis en évidence les divergences apparues au sein du mouvement communiste international et a fini par incriminer les Soviétiques des incidences qu'ils auraient provoqués à la frontière soviéto-chinoise. La réponse des Soviétiques est à retrouver dans le troisième document, alors que le document suivant, daté le 12 juillet 1963, contient le deuxième exposé chinois. Le même Deng Xiaoping accuse

cette fois-ci la délégation soviétique de dénaturer la vérité et d'employer des expressions hostiles à l'adresse du PCC. La réaction soviétique, évoquée dans le cinquième document, se fait entendre par la voix de Boris N. Ponomarev, membre du Secrétariat du CC du PCUS. Celui-ci reproche à ses interlocuteurs d'être venus à Moscou sans nulle intention de réconciliation et de discréditer la politique et l'activité du PCUS. Le sixième document présente l'entretien du 15 juillet, lorsque Peng Zhen, membre du Bureau politique du CC du PCC, lance d'autres accusations à l'adresse de la délégation soviétique, lui reprochant que par ses actions (qu'il n'hésite pas à énumérer et qui sont publiées dans ce volume) elle n'a cherché en rien à améliorer les relations soviéto-chinoises, par contre, elles sont devenues encore plus tendues. Le ton du discours se durcit, les Soviétiques étant accusés d'impérialisme, de mensonge et de calomnie. Le document n° 7 reproduit l'intervention de Yuri Andropov, membre du Secrétariat du CC du PCUS, qui souligne la tendance de la délégation chinoise de remettre en discussion des questions déjà résolues et dont le contenu dénaturé ne fait qu'entretenir l'état conflictuel. Lors des débats du 19 juillet, mentionnés dans le document n° 8, Kang Sheng, membre du Secrétariat du CC du PCC, se déclare rempli d'étonnement à entendre les accusations portées contre Staline par la direction communiste soviétique, en affirmant que « nous ne pouvons nullement comprendre pourquoi la direction du PCUS manifeste une haine aussi acharnée contre Staline, pourquoi elle l'accable d'injures atroces, pourquoi elle s'attaque à lui plus violemment que le pire de ses ennemis ». À la fin de son discours, il propose de procéder à la clôture des débats entre les deux délégations, d'autres discussions devant

être établies par des consultations entre les Comités centraux des deux partis. Le dernier document, daté le 20 juillet, constitue la sténographie des discussions entre les représentants du PCUS et ceux du PCC. Elle consigne l'interruption des négociations soviéto-chinoises et la rédaction d'un communiqué commun concernant la rencontre bilatérale soviéto-chinoise de juillet 1963.

La publication de ce volume de documents, fruit d'une recherche minutieuse dans les archives, est certainement bienvenue dans le paysage de l'histoire contemporaine.



LIANA LĂPĂDATU

LUMINIȚA DUMĂNESCU

Familia românească în comunism

(La famille roumaine sous le communisme)
Cluj-Napoca, Presa Universitară Clujeană, 2012

DANS L'APRÈS-GUERRE, les fondements traditionnels de la famille ont été remplacés par un nouveau type d'union familiale, considéré généralement comme le fruit de l'urbanisation, de l'industrialisation et de l'éducation dans l'esprit de l'idéologie. Même si l'historiographie des régimes totalitaires s'est beaucoup enrichie dans les années 1990, les ouvrages dédiés à la famille, et notamment à la famille roumaine sous le communisme, y sont extrêmement peu représentés par rapport aux écrits consacrés à des aspects politiques ou économiques de la même période.

Le livre est principalement un ouvrage scientifique, bien que le thème abordé et les informations documentées qu'il fournit le recommandent à un éventail plus large de

lecteurs. Son auteur est chercheuse scientifique au Centre d'Études sur la Population auprès de l'Université Babeș-Bolyai de Cluj-Napoca et elle donne le cours d'Histoire de la famille et de l'Enfance à la Faculté de Sociologie et d'Assistance sociale, dans le cadre de Joint-Master European Children's Rights.

Structuré en cinq chapitres, l'ouvrage cherche à surprendre l'évolution historique du concept de famille, les lois ayant réglementé la vie familiale, depuis le Code civil de 1865 au droit de la famille institué après 1990, les changements démographiques qui ont conduit à la désarticulation de la famille traditionnelle, les théories démographiques de la famille et l'impact de l'industrialisation dans l'apparition de la mobilité spatiale et socio-professionnelle, le comportement matrimonial des Roumains et leur milieu d'habitation.

L'instauration du régime communiste en Roumanie s'est accompagnée d'une réorganisation à tous les niveaux de la société, y compris par la réglementation du comportement fertile de la population, l'introduction de lois et de mesures destinées à conduire à une croissance démographique satisfaisante, la migration de la population villageoise à la suite de l'industrialisation forcée des villes, les influences exercées sur les relations interpersonnelles. L'étude du milieu d'habitation de la famille permet l'identification des mécanismes censés avoir aidé à l'implémentation de la politique communiste au sein de la société roumaine. N'hésitant pas à aborder directement les « bénéficiaires » de la vie en commun dans les blocs d'habitation communistes, appelés généralement « boîtes d'allumettes », l'auteur cherche à comprendre et expliquer la perception négative de ce type de pâté de maisons dans la mentalité collective.

L'analyse de la famille dans la société communiste, réalisée aussi à travers des comparaisons entre les sources historiques, sociologiques et démographiques autochtones et celles de l'Europe de l'Est, met en évidence la discordance entre le discours idéologique et la réalité, le respect des droits individuels et les soins à la familles étant oubliés face à la suprématie absolue du régime communiste. Luminița Dumă-

nescu réussit à passer au-delà du simplisme du discours anticomuniste, dévoiler les paradoxes d'une période intensément contestée et répondre à la question « Où va la famille ? », apportant une contribution importante à l'historiographie actuelle du domaine.

□

ROXANA DORINA POP